

COMMUNE DE SAINT-LOUIS
ARRETE N° 445 /PA/DAJ/MJC/2019
LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,
Vu le Code de la route,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
Vu la demande de l'Entreprise NEW COM du vingt-six avril deux mille dix-neuf,
Vu l'avis N° 239/2019 du trente avril deux mille dix-neuf de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux d'ouverture des regards Télécom et raccordement des boîtiers en chambre et tirage de câble fibre optique, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRETE

Art. 1. - La circulation se fait sur voie réduite par alternat manuel avec piquets k10 ou par feux tricolores sur la rue Saint-Philippe portion comprise entre l'Avenue de la Gare et l'Avenue du Docteur Raymond Vergès

Art. 2. - Le stationnement et le dépassement sont interdits au droit du chantier

Art. 3. - La vitesse de circulation est limitée à 30 Km/h au droit du chantier

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du jeudi neuf mai deux mille dix-neuf au mercredi vingt-deux mai deux mille dix-neuf de vingt et une heures à cinq heures (Travaux de nuit)

Art. 5. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise NEW COM

Art. 6. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise NEW COM après les travaux

Art. 7. - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis

Art. 8. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal

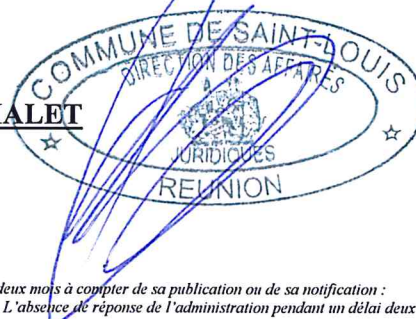
Art. 9. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie

Art. 10. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à Véolia Transport, à l'Entreprise NEW COM

Fait à Saint-Louis, le 06 MAI 2019

LE MAIRE

M. Patrick MALET



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Véolia Transport
- Entreprise NEW COM
- M. Pierre LEBRETON
- Régie route
- Service communication
- Secrétariat des Elus
- Recueil des actes administratifs

LE MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 → d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 → d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative